

Décembre 2013

LES VALEURS DES FRANCILIENS

www.fondapol.org

fondapol
FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE

www.jean-jaures.org


Jean Jaurès
Fondation

Guénaëlle GAULT

fondapol
FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE



www.fondapol.org

www.jean-jaures.org

LES VALEURS DES FRANCILIENS

Guénaëlle GAULT

fondapol
FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE



Jean Jaurès
Fondation

La Fondation pour l'innovation politique
est un think tank libéral, progressiste et européen.

Président : Nicolas Bazire
Vice-président : Charles Beigbeder
Directeur général : Dominique Reynié

La Fondapol publie la présente note dans le cadre de ses travaux sur
les valeurs.

LES VALEURS DES FRANCILIENS

Guénaëlle GAULT

Directrice du département "Stratégies d'opinion", TNS Sofres

Le pessimisme collectif des Français n'a de cesse de se décliner de façon toujours plus catastrophiste. « Dépression nationale », « repli français », « crispations alarmantes de la société »... Après la France qui décline, de nombreuses analyses dressent désormais le portrait d'une France qui souffre, une France qui a peur, exclut et se fracture, l'Ile-de-France s'offrant souvent comme théâtre emblématique de ces tensions.

Dans ce contexte, l'étude menée par TNS Sofres pour la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation pour l'innovation politique¹ visait deux objectifs. Tout d'abord, il s'agissait de contribuer à saisir ce qui se joue dans ce pessimisme collectif, de quoi il procède et ce qu'il engendre. En prenant soin cependant, et afin d'avoir un portrait complet des Franciliens, d'articuler le perçu et le vécu, le collectif et l'individuel et mettre ainsi en relation à la fois les représentations que les Franciliens se font de la société, les valeurs qui doivent la structurer et la façon dont ils envisagent leur quotidien personnel et individuel.

L'Ile-de-France, qui regroupe 18,5 % de la population métropolitaine, montre un profil sociodémographique légèrement différent de la population nationale. Cette région est en effet plus jeune, plus diplômée, compte une proportion de cadres de onze points supérieure à la moyenne nationale et davantage de personnes issues de l'immigration

1. Interviews réalisées par téléphone auprès d'un échantillon de 1 002 personnes âgées de 18 ans et plus représentatif de l'ensemble de la population de la région Ile-de-France. Le terrain s'est déroulé du 26 au 30 août 2013. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne de référence) et une stratification urbaine et par département.

et d'étrangers. Elle se positionne également plus à gauche sur le plan politique. Toutefois, et au-delà de cette approche moyenne, l'Ile-de-France est aussi un territoire où s'expriment de très forts contrastes, sans doute parmi les plus saillants à l'échelle nationale, et dont l'observation ne pouvait manquer d'être instructive.

Cette étude avait également l'ambition d'intégrer la problématique territoriale à l'analyse. La présidentielle de 2012 restera en effet comme un moment où la France a (re)découvert ses territoires, leurs dynamiques, leurs fractures et leurs complexités croissantes. À partir de nombreuses études démontrant que le vote protestataire et sécuritaire avait été plus affirmé dans un rayon de trente à quarante kilomètres autour des agglomérations que dans le centre des villes ou au cœur des campagnes, le périurbain s'est constitué en véritable espace politique propre, la « catégorie d'agglomération » s'ajoutant à la catégorie socioprofessionnelle (CSP) et aux clivages idéologiques traditionnels pour saisir les comportements et rendre compte des nouvelles dynamiques politico-géographiques.

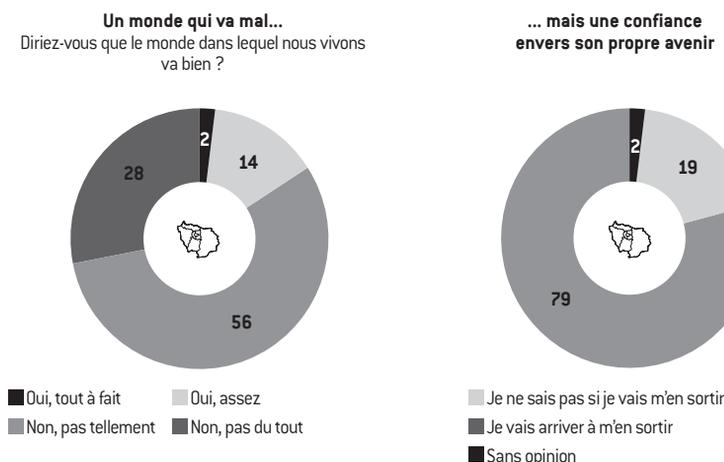
Afin d'analyser les résultats selon le lieu de vie des personnes interrogées, nous avons donc réalisé une typologie des territoires franciliens, à partir de données Insee déjà existantes au niveau des quartiers « IRIS » (le découpage territorial le plus précis). Cela nous a permis de typer finement des zones sur le territoire francilien en fonction de leur densité, des catégories socioprofessionnelles et revenus de leur population, du type de logement ou encore du nombre de personnes et d'enfants au foyer. Onze territoires ont ainsi pu être distingués. Nous reviendrons par la suite sur les éléments qui distinguent ou rapprochent ces territoires car, dans un second temps, les résultats de notre enquête ont été passés au crible de cette typologie. Mais, déjà, un premier enseignement se dégage à la visualisation de la carte géolocalisant ces espaces²: en Ile-de-France en tous cas, il n'existe pas *un* centre mais *des* centres (les Paris que nous avons appelés « chic », « branché » ou « populaire », des centres-villes aisés, bourgeois ou modestes). De même, il n'existe pas *un* mais *des* périurbains, très divers selon que l'on considère le périurbain pavillonnaire aisé, les banlieues nouvelles familiales, les banlieues mixtes, HLM ou les quartiers peu denses. Une complexité qui nous permet d'aller davantage dans la granularité de l'analyse et nous offre un portrait des Franciliens riche d'enseignements.

2. Ces éléments cartographiques figurent de façon détaillée dans le rapport de résultats de l'étude, disponible sur www.fondapol.org

LE MONDE VA MAL, SOYONS HEUREUX !

Pour les Franciliens comme pour les Français, l'écart est manifeste entre les représentations que l'on a du monde et la façon dont on évalue ses propres positions et perspectives dans ce monde. Ainsi, pour une large majorité de Franciliens, *le monde dans lequel nous vivons ne va pas bien* (84 % dont 28 % *pas du tout bien*). Et pourtant... Près d'un Francilien sur dix a confiance en son propre avenir (79 %). Ce qui s'avère substantiellement supérieur à la moyenne nationale (67 %).

Graphique 1 : Un grand écart entre les perceptions globales et individuelles

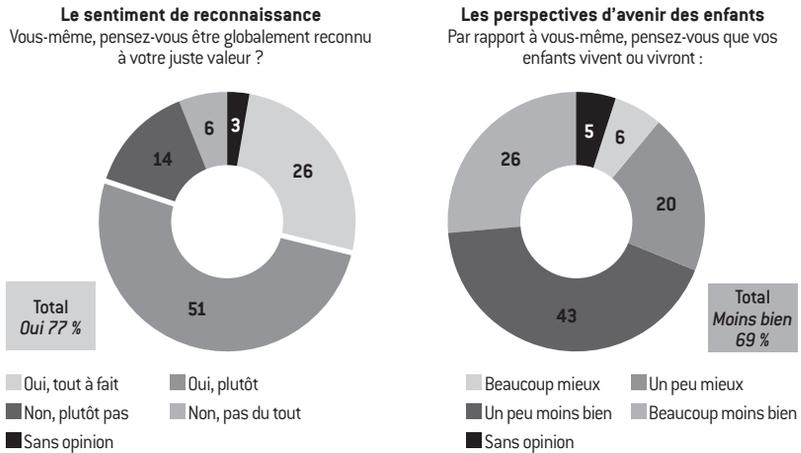


Source : TNS Sofres / Fondation pour l'innovation politique / Fondation Jean-Jaurès

Deux facteurs expliquent statistiquement ce hiatus entre perceptions collectives et individuelles : le sentiment de reconnaissance et les perspectives d'avenir pour ses propres enfants. Sans doute faut-il s'en réjouir : 77 % des Franciliens estiment aujourd'hui *être globalement reconnus à leur juste valeur*. En revanche, 26 % seulement des Franciliens s'attendent à ce que leurs enfants vivent *mieux* qu'eux, 43 % *un peu moins bien* et plus d'un quart (26 %) *beaucoup moins bien*. Sur ces deux dimensions de manque de reconnaissance et de sombres perspectives pour ses enfants, on retrouve en plus forte proportion les Franciliens fragilisés et pessimistes sur leur propre avenir : les catégories les plus modestes (faibles revenus, habitants de HLM) et les personnes les plus exposées à la conjoncture économique (chômeurs, salariés de PME,

titulaires de CDD). Auxquelles viennent cependant s'ajouter, s'agissant des perspectives d'avenir de ses enfants, les employés et ouvriers (70 % d'entre eux pensent ainsi que *leurs enfants vivront moins bien qu'eux* dont 36 % *beaucoup moins bien*), salariés de l'État ou d'une collectivité locale (75 % *moins bien* dont 34 % *beaucoup moins bien*) et, sur le plan territorial, les habitants des banlieues nouvelles familiales (79 % / 32 %) et des quartiers peu denses (78 % / 35 %). Le paroxysme du pessimisme est toutefois atteint par les sympathisants Front national (FN) : 75 % estiment que leurs enfants vivront moins bien, dont 59 % *beaucoup moins bien*.

Graphique 2 : Deux motifs d'explication

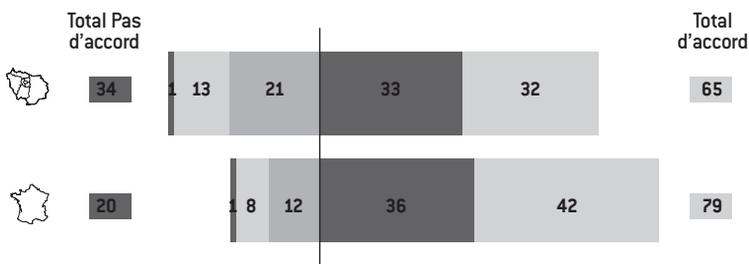


Source : TNS Sofres / Fondation pour l'innovation politique / Fondation Jean-Jaurés

De fait, les Franciliens ne semblent pas épargnés par la crise : 65 % d'entre eux sont d'accord avec la proposition *chaque mois on se demande comment on va faire pour tout payer*. Certes, c'est encore une fois un peu moins que l'ensemble des Français (79 %), mais cela reste très majoritaire. Et, parmi leurs préoccupations, les questions de pouvoir d'achat et incidemment les impôts – ce qui, sur cet item précis, les distingue de l'ensemble des Français – arrivent largement en tête.

Graphique 3 : Des Franciliens personnellement impactés par la crise

Chaque mois on se demande comment on va faire pour tout payer



Source : TNS Sofres / Fondation pour l'innovation politique / Fondation Jean-Jaurès

Pour autant, dès lors que l'interrogation porte de façon plus détaillée sur leurs conditions de vie – ici et maintenant –, on est loin de recueillir des jugements aussi négatifs. Au contraire, les Franciliens semblent bien dans leur vie et l'ensemble de leurs besoins fondamentaux apparaissent satisfaits voire *tout à fait* satisfaits pour une forte proportion d'entre eux.

Graphique 4 : Des Franciliens satisfaits de leur situation personnelle



Source : TNS Sofres / Fondation pour l'innovation politique / Fondation Jean-Jaurès

On s'attardera cependant sur les réponses minoritaires qui, dans la mesure où il s'agit de conditions de vie relativement essentielles, sont importantes à prendre en considération : ainsi, un Francilien sur quatre dit ne pas se sentir en sécurité (24 %, pour 13 % de l'ensemble des Français), près d'un sur cinq estime ne pas avoir les moyens suffisants

pour faire face aux charges courantes de leur logement (18 %, pour 14 % de l'ensemble des Français), et un sur six déclare qu'il n'a pas un accès satisfaisant aux transports en commun ou aux équipements culturels, quand un sur dix dit ne pas disposer d'un logement satisfaisant.

Là, des fractures apparaissent qui semblent liées au niveau de vie et à l'inscription géographique dans le territoire.

Sur la sécurité, l'écart est particulièrement notable entre la satisfaction que déclarent les habitants des centres-villes aisés (91 % satisfaits) ou du Paris branché (83 % satisfaits) et l'insatisfaction des habitants du Paris populaire (32 % insatisfaits) et plus encore des banlieues HLM (45 % insatisfaits).

S'agissant du logement, l'insatisfaction plus prononcée des habitants des banlieues HLM (19 % insatisfaits, + 9 points par rapport à la moyenne), du Paris populaire (17 %, + 7) ou du Paris branché (15 %, + 5) fait contrepoint à la satisfaction massive exprimée par ceux du Paris chic (100 %, dont 75 % *tout à fait* satisfaits), des quartiers peu denses (98 % / 75 %) ou du périurbain pavillonnaire aisé (96 % / 73 %).

En matière d'accès aux transports, on mesure encore les écarts importants entre, d'une part, les habitants des quartiers peu denses (50 % insatisfaits, + 35 points par rapport à la moyenne régionale), les banlieues nouvelles familiales (22 % insatisfaits, + 7) et le pavillonnaire aisé (21 %, + 6) et, de l'autre, les centres-villes aisés (74 % tout à fait satisfaits, + 19) et le Paris populaire (73 %, + 18). L'accès aux équipements culturels distingue les centres-villes et Paris des banlieues HLM et quartiers peu denses.

Les conditions de vie des Franciliens connaissent donc, on le voit, des contrastes notables mais il n'en demeure pas moins que la satisfaction s'exprime massivement. Voilà donc pour la vie telle qu'elle est. Bonheur privé versus marasme public.

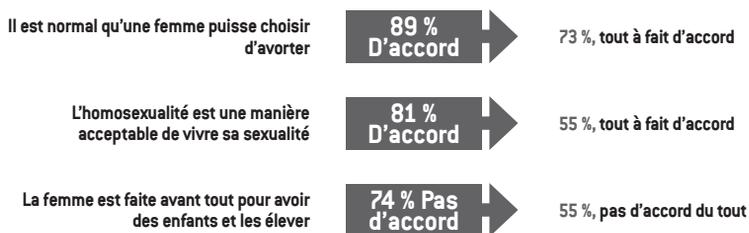
LIBERTÉ, ÉGALITÉ, SOLIDARITÉ... LES LIGNES BOUGENT

Si l'on porte à présent le regard sur le ou les systèmes de valeurs des Franciliens, on observe les conséquences de ce vaste mouvement d'individualisation de la société qui s'est considérablement accéléré à la toute fin du XXe siècle grâce à l'élévation extrêmement rapide tant du niveau de vie que du niveau d'instruction. Ce puissant processus, globalement commun à toutes les sociétés occidentales, renvoie à une inversion du rapport entre l'individu et le groupe, une personnalisation des valeurs et des principes qui autrefois étaient fixés et imposés par les institutions, puis intériorisés par les individus.

Les évolutions qui en découlent amènent aujourd'hui à constater un certain consensus sur des dimensions du libéralisme culturel qui pouvaient faire débat il y a encore peu. Ainsi, une forte majorité des Franciliens adhère aujourd'hui à l'idée selon laquelle *il est normal qu'une femme puisse choisir d'avorter*, à la proposition qui consiste à dire que *l'homosexualité est une manière acceptable de vivre sa sexualité*, et s'oppose dans des proportions similaires au rôle traditionnel de la femme qui serait *avant tout faite pour avoir des enfants et les élever*.

Graphique 5 : L'individu législateur de lui-même dans sa vie personnel

Voici une liste de phrases. Pour chacune d'elles, pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout ?



Source : TNS Sofres / Fondation pour l'innovation politique / Fondation Jean-Jaurès

Le fait que le centre de gravité de la société ait évolué vers l'individu transforme aussi la façon de percevoir et concevoir le système de régulation sociale qui, pour demeurer solidaire, ne peut cependant aller, aux yeux des Franciliens, sans responsabilité individuelle.

Ainsi, plus des deux tiers d'entre eux (69 %) s'accordent à dire que *si certaines personnes sont pauvres c'est qu'elles n'ont pas été aidées par*

la vie. Mais une majorité équivalente estime que *les individus devraient avoir la responsabilité de subvenir à leurs propres besoins* (67%). Et 53 % d'opter pour privilégier *la responsabilité de chacun* contre 45 % qui souhaitent avant tout mettre le curseur sur la *solidarité collective*.

Derrière ces chiffres, on retrouve des clivages idéologiques marqués. Clivages qui n'en sont pas moins en cours de mutation.

S'agissant de la responsabilité de subvenir à ses propres besoins davantage dévolue à l'individu qu'à l'État, l'opinion est affirmée avec beaucoup d'intensité à droite – c'est un marqueur classique (86 % des sympathisants de la droite classique, 77 % du FN) –, mais elle est également majoritaire, bien que moins appuyée, chez les sympathisants de la gauche et, encore plus étonnant sans doute, chez ceux de la gauche de la gauche (52 % *vs* 46 % pour les sympathisants du Front de gauche (FDG), 58 % *vs* 39 % pour les sympathisants de la majorité).

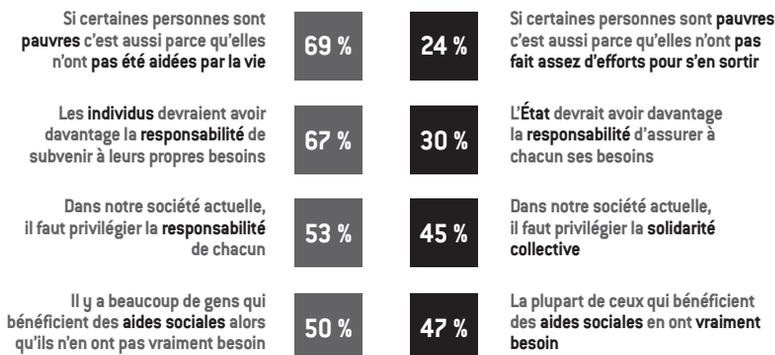
À gauche, les uns et les autres se rejoignent sur le fait de prioriser la solidarité collective, même si un tiers non négligeable opte pour la responsabilité (64 % des sympathisants FDG *vs* 34 %, 59 % des sympathisants de la majorité *vs* 39 %). Choix de la responsabilité qui est en revanche fait de façon très nette par les sympathisants de la droite classique (23 % *vs* 76 %) quand il se trouve plus atténué chez les sympathisants du FN (58 % *vs* 40 %).

Reste la question des aides sociales qui demeure un point de clivage majeur : si d'apparence l'opinion semble partagée, en gros, les deux tiers des sympathisants de droite classique ou extrême s'opposent ici aux deux tiers des sympathisants de gauche pour dire *qu'il y a beaucoup de gens qui bénéficient des aides sociales alors qu'ils n'en ont pas vraiment besoin*.

À cet égard, on notera que, sur le plan territorial, ce sont dans les quartiers peu denses, les banlieues mixtes ou les banlieues nouvelles familiales que sont le plus remises en question les aides sociales, en revanche soutenues en plus forte proportion par les habitants du Paris populaire, branché ou des centres-villes bourgeois. En revanche, d'autres lignes apparaissent, faisant converger les opinions des habitants du Paris populaire, banlieues HLM et banlieues nouvelles familiales pour réclamer, plus fortement que la moyenne, solidarité et intervention de l'État. (voir le graphique 6 en page 13)

Parmi les choix de société testés, d'autres divisent plus encore l'opinion francilienne qui, là encore, révèle des clivages idéologiques importants. Ainsi, si 56 % des Franciliens optent pour *la liberté de mener sa vie comme on le veut*, une minorité non négligeable de 41 % choisit *l'égalité*

Graphique 6 : Responsabilité et/mais solidarité



Source : TNS Sofres / Fondation pour l'innovation politique / Fondation Jean-Jaurès

avec ses voisins. Mais si l'on oppose terme à terme davantage de libertés ou davantage d'ordre et d'autorité, c'est cette dernière proposition qui l'emporte (56 % contre 40 %). Dans les deux cas, une majorité se dégage qui n'est pas pour autant massive. Et les choses semblent encore plus serrées dès lors qu'il s'agit pour l'État de contrôler ou de faire confiance aux entreprises, ou encore sur la bonne dose d'inégalités dans la société. Sans surprise, le curseur est placé sur la liberté individuelle, plutôt que l'égalité d'avec ses voisins, par les sympathisants de la droite parlementaire comme de l'extrême droite (à 62 % contre 36 % pour ceux de l'UMP-UDI-PR-NC et 66 % vs 32 % pour ceux du FN), ce qui peut apparaître comme leur positionnement classique sur ce sujet. Ils sont en cela rejoints par les sympathisants de la majorité (53 % vs 46 %) contrairement à ceux du Front de gauche qui optent à l'inverse pour prioriser l'égalité (42 % vs 58 %).

Dès lors que l'on met en balance une société avec plus de libertés pour chacun et une société avec plus d'ordre et d'autorité, la gauche et la droite se font certes front, mais comment ne pas noter que les sympathisants de gauche défendent moins intensément le point de vue d'une société de libertés (respectivement 58 % des sympathisants FDG et 55 % des sympathisants de la majorité) et forment des minorités non négligeables pour prioriser l'ordre et l'autorité (respectivement 37 % et 42 %) ? Cela contribue, d'ailleurs, à faire pencher la balance globale en faveur de cette option.

On notera encore que les sympathisants de gauche se rejoignent sur la nécessité pour l'État de contrôler et réglementer plus étroitement les entreprises plutôt que de leur faire confiance et leur donner plus de libertés

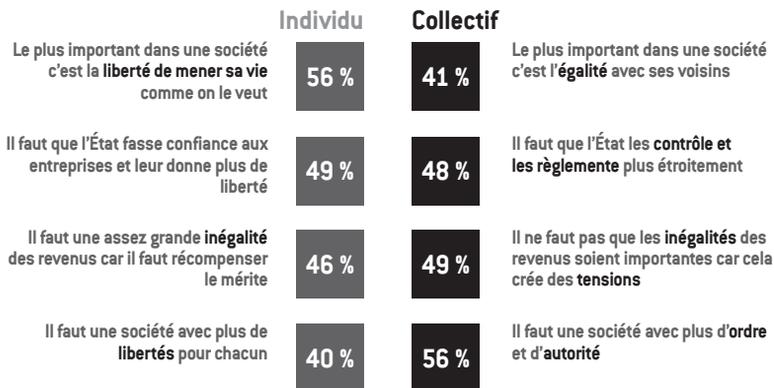
(80 % vs 19 % FDG, 59 % vs 38 % Majorité), ce qui, traditionnellement les oppose à ceux de droite. En tous cas ceux de la droite classique (25 % vs 72 % pour les sympathisants UMP-UDI-PR-NC) car, en l'espèce, les sympathisants d'extrême droite se positionnent, eux aussi, en faveur de davantage d'encadrement étatique (53 % vs 47 %).

Sur le plan territorial, le Paris chic, les centres-villes aisés et le périurbain pavillonnaire aisé se retrouvent souvent sur des positions en faveur du libéralisme économique, réclamant, en plus fortes proportions, davantage de libertés, la prise en compte du mérite dans l'échelle des revenus ou la confiance dans les entreprises. Les habitants des banlieues nouvelles familiales ou du Paris populaire mettent davantage l'accent sur l'égalité. Ces derniers insistent également de façon prégnante sur la nécessité de renforcer les régulations vis-à-vis des entreprises, ce en quoi ils se rapprochent des habitants des centres-villes modestes et banlieues HLM. Finalement, on notera encore la relative convergence du « périurbain » (banlieues HLM, banlieues mixtes, périurbain pavillonnaire aisé) sur les questions d'ordre et d'autorité, en mesurant certainement – eu égard aux positions précédentes – la polysémie que ces termes peuvent recouvrir. On le voit, le centre de gravité de la société s'est déplacé vers l'individu et la prise en compte de ce facteur est en train de travailler les clivages classiques. Un modèle de lien social, de vivre-ensemble est questionné qui interroge aussi le rapport au monde et à l'autre.

Graphique 7 : Des Franciliens partagés sur certains choix de société

Voici une série d'affirmations que nous avons volontairement opposés.

Si vous aviez à choisir, de laquelle des deux vous sentez-vous le plus proche ?



Source : TNS Sofres / Fondation pour l'innovation politique / Fondation Jean-Jaurès

UN RAPPORT À L'AUTRE COMPLEXE

Car, assez logiquement, les représentations collectives étant en panne, le rapport à l'autre apparaît ambigu voire problématique. Ainsi, les Franciliens sont-ils majoritairement convaincus que *les conséquences de la mondialisation sont extrêmement négatives pour la France* (63 %, contre 38 %). Ce faisant, ils sont aussi majoritairement d'accord avec l'idée selon laquelle *la présence d'immigrés en France est source d'enrichissement culturel* (76 %, contre 23 %). Les avis sont bien plus clivés en revanche sur le fait de savoir s'il y a trop d'immigrés en France (44 % d'accord, contre 53 %), une minorité non négligeable estimant que *l'on ne se sent plus chez soi comme avant* (41 % vs 56 %) ou encore que *l'Islam est une menace pour l'Occident* (37 % sont d'accord, contre 60 %). Cela alors même que près des deux tiers se prononcent en faveur du vote des étrangers résidant en France aux élections municipales (63 %, contre 36 %).

Sur chacun de ces points, les Franciliens se montrent plus ouverts au monde que ne l'est l'ensemble des Français. Sur chacun de ces points – ceci expliquant aussi cela – un continuum est patent qui va vers davantage d'ouverture à mesure que l'on descend dans l'échelle d'âge. Pour exemple, 58 % des Franciliens âgés de plus de 65 ans estiment que *l'Islam est une menace pour l'Occident* pour seulement 21 % des moins de 35 ans.

On notera finalement la prégnance de clivages idéologiques plus marqués encore que sur les précédents choix de société évoqués. Avec des positions d'ouverture qui soudent fortement la gauche et, de la même façon, un rapprochement indéniable entre droite classique et extrême droite. De fait, même s'ils estiment majoritairement que la présence d'immigrés est source d'enrichissement culturel, les sympathisants de la droite classique se trouvent idéologiquement proches des sympathisants FN sur le fait qu'*il y a trop d'immigrés en France* (61 % des sympathisants UMP-UDI-PR-NC sont d'accord, 78 % de ceux du FN pour, rappelons-le, 44 % en moyenne), sur le refus d'accorder le droit de vote aux étrangers vivant en France (respectivement 68 % et 85 % y sont opposés) et sur la lecture d'un choc des civilisations qui fait de l'Islam une menace pour l'Occident (respectivement 54 % et 80 %). Ils s'en démarquent en revanche sur la mondialisation. Sur cette question, la convergence est notable entre les sympathisants du FN et ceux du Front de gauche.

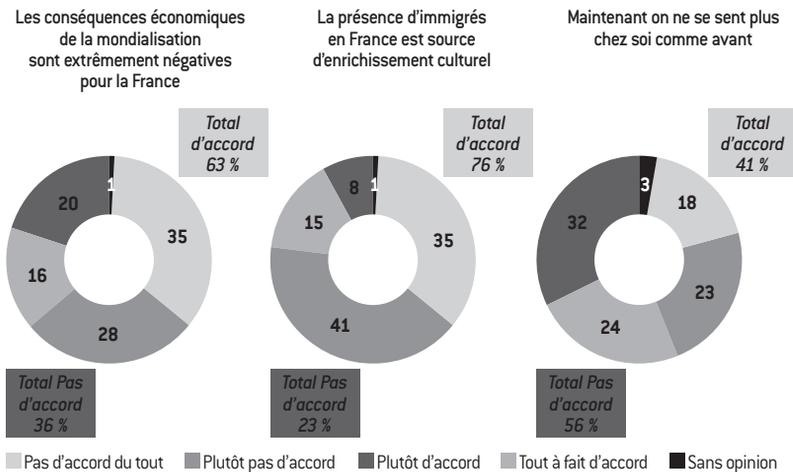
Sur ces questions identitaires, la lecture territoriale est complexe. Le Paris chic et les centres-villes aisés se retrouvent en effet majoritairement dans

une conception positive de la mondialisation, une posture qui les oppose aux banlieues mixtes ou quartiers peu denses qui affirment de façon plus aiguë que la moyenne les conséquences extrêmement négatives de cette mondialisation. Pour autant, ces habitants des centres-villes aisés et du Paris chic sont plus fermement opposés au droit de vote des étrangers, contrairement à ceux des Paris populaire et branché et des habitants des banlieues HLM – habitants des HLM qui sont pourtant en forte proportion à déclarer qu'il y a trop d'immigrés en France (64 % pour 44 % en moyenne).

Quant aux craintes liées à l'Islam, on notera qu'elles s'expriment surtout dans les quartiers peu denses (51 % des habitants de ces quartiers sont d'accord avec l'idée selon laquelle l'Islam est une menace pour, en moyenne, 37 % des Franciliens).

Au total, on envisage donc une Ile-de-France à multiples facettes. Les Franciliens se distinguent en effet à la fois sur les valeurs socioéconomiques qu'ils portent mais également sur les questions culturelles, et de façon plus nette encore sur les questions identitaires.

Graphique 8 : Un rapport à l'extérieur ambigu



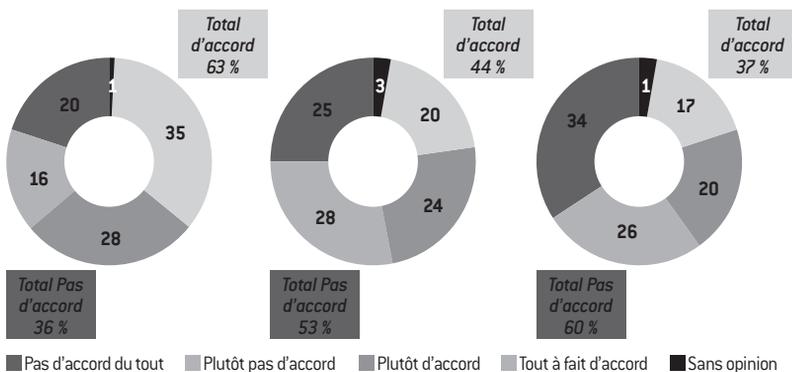
Source : TNS Sofres / Fondation pour l'innovation politique / Fondation Jean-Jaurès

Graphique 9 : Une crispation sur l'islam

Tous les étrangers résidant en France depuis plusieurs années devraient avoir le droit de vote aux élections municipales

Il y a trop d'immigrés en France

L'islam est une menace pour l'Occident



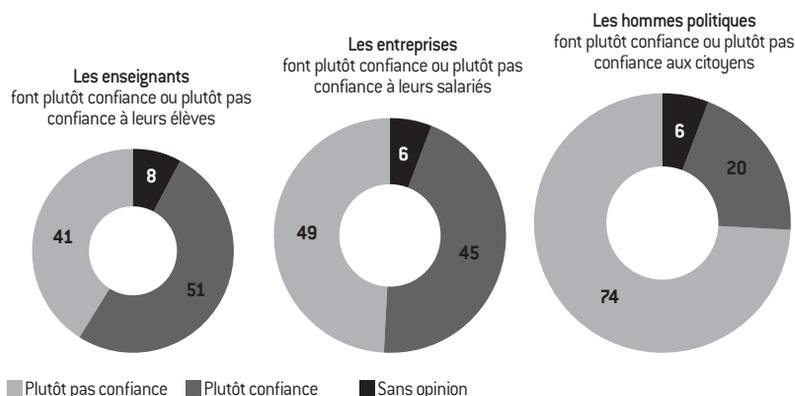
Source : TNS Sofres / Fondation pour l'innovation politique / Fondation Jean-Jaurès

UN RAPPORT AUX INSTITUTIONS CRITIQUE

Ce sont autant de tiraillements dans les conceptions de modèles de société qui font apparaître une forme de désarticulation entre les dimensions individuelles et les dimensions collectives. Le problème est donc celui de la manière de réarticuler ces dimensions quand les acteurs et les institutions qui en sont précisément chargées peinent à être crédibles ? Nous ne reviendrons pas dans cette étude sur la défiance des Français vis-à-vis de leurs élites. Elle est connue, elle est massive et n'a de cesse de s'intensifier. Les Franciliens ne diffèrent pas en cela des Français. En revanche, pour une fois, nous nous posons la question de la réciproque, considérant que la confiance suppose la transaction et ne peut être unilatérale. Et les enseignements sont éclairants : si 51 % des Franciliens nous disent que les enseignants font plutôt confiance à leurs élèves (contre tout de même 41 %), 49 % nous disent que les entreprises ne font plutôt pas confiance à leurs salariés (*vs* 45 %) et 74 % que les hommes politiques ne font plutôt pas confiance aux citoyens (*vs* 20 %) !

Graphique 10 : Un déficit de confiance réciproque

Et vous-même, avez-vous le sentiment que...



Source : TNS Sofres / Fondation pour l'innovation politique / Fondation Jean-Jaurès

Ajoutons à cela que, des nombreux besoins sur lesquels on les interroge, *la possibilité de s'exprimer et participer comme on le souhaite à la vie publique* est l'élément le plus questionné. 26 % des Franciliens expriment leur insatisfaction à cet égard (pour 16 % de l'ensemble des Français), signifiant tout à la fois une fracture civique et l'attente croissante de participation à la vie publique.

Une chose est sûre, face à cette défiance, des comportements dits alternatifs sont apparus et/ou se sont généralisés, souvent protestataires dès lors qu'ils s'expriment sur le terrain politique³. On notera toutefois l'apparition d'autres formes de pratiques alternatives, sur le terrain de la consommation cette fois, en marge de l'économie classique. Ainsi, une proportion non négligeable de Franciliens a déjà acheté des produits ou services en ligne via des sites d'achat groupé (43 %), vendu des biens à d'autres particuliers via des sites d'annonce (43 %), échangé ou troqué des produits ou des services avec d'autres personnes (33 %), pratiqué le covoiturage (29 %) ou loué des biens ou des équipements à d'autres particuliers (14 %). Ces usages, dont le volume fait qu'ils passent désormais la barre de l'expression sociale, se sont évidemment développés de façon exponentielle depuis le début de la crise. En cela ils témoignent d'une incroyable résilience de la part des Franciliens, qui s'emparaient dans le même temps et avec une incroyable rapidité des outils numériques permettant la démultiplication de ces pratiques.

3. À cet égard, le débat sur l'ouverture du mariage aux couples de même sexe a fait défiler cette année dans la rue les dernières franges de la population qui ne s'y étaient pas encore déplacées.

Le fait que celles-ci soient plus fréquentes chez les plus jeunes et les catégories socioprofessionnelles supérieures souligne s'il le fallait que ce n'est pas nécessairement un pis-aller en attendant des jours meilleurs, mais aussi que les individus y trouvent leur compte dans le lien social qu'ils recréent en marge d'un système qui n'absorbe plus toujours leurs aspirations. Il se développe là une forme de confiance qui n'est pas du repli sur soi ou sa sphère de proximité connue. C'est une confiance entre pairs, en réseau, horizontale.

Graphique 11 : Des pratiques alternatives de consommation entre pairs

Vous-même vous est-il déjà arrivé de... (Total de réponses positives)

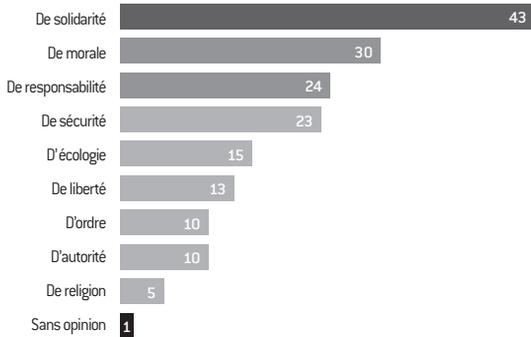


Source : TNS Sofres / Fondation pour l'innovation politique / Fondation Jean-Jaurès

Rien d'étonnant dès lors à ce que les valeurs mises en avant par les Franciliens pour un monde meilleur soient celles qui valorisent l'harmonie d'un collectif d'individus, plutôt que celles qui viennent renforcer le lien avec des institutions aujourd'hui perçues comme décalées. La solidarité arrive largement en tête (48 % de citations), devant la morale (30 %), la responsabilité (24 %) et la sécurité (23 %). Tout en bas du tableau figurent l'ordre (10 %), l'autorité (10 %) et la religion (5 %).

Graphique 12 : Le monde d'après : l'individualisme positif

Supposons que cela puisse aller mieux, parmi les éléments suivants, un monde meilleur serait un monde avec plus de quoi ?



Source : TNS Sofres / Fondation pour l'innovation politique / Fondation Jean-Jaurès

Au total, les Franciliens apparaissent donc satisfaits de la vie qu'ils mènent. S'ils n'ont plus foi dans les institutions, ils croient en eux-mêmes et plus des deux tiers d'entre eux sont convaincus qu'ils vont s'en sortir à l'avenir. Cela ne les empêche pas de vivre durement la crise qui se répercute sur leur façon de penser ou de voir le monde. Mais leur défiance n'est pas généralisée, ils réinventent aussi des modèles de consommation depuis la base et recréent un univers de confiance à partir et autour d'eux. Avec la responsabilité comme moyen et la solidarité comme horizon.

L'individualisation qui participe de cette résilience est une évolution structurelle de notre société, induisant tout à la fois une valorisation de l'individu législateur de lui-même en même temps qu'une responsabilisation de cet individu. On le sait, ces évolutions procèdent par renouvellement des générations... ce qui explique sans doute qu'elles soient plus marquées et donc plus perceptibles en Ile-de-France où la population est plus jeune et plus éduquée.

Mais il ne faut pas non plus négliger que ce mouvement d'individualisation contribue en retour à un éclatement des identités constituées et de l'architecture sur laquelle se sont notamment établies les bases de l'organisation collective et de la représentation politique, faisant douter de la légitimité du système de protection sociale tel qu'il fonctionne aujourd'hui, laissant également planer de grosses incertitudes identitaires. Et ce alors même que la crise en rajoute à la dureté du contexte national.

Rien d'étonnant dès lors à ce que, dans ce contexte de brouillage des repères sociaux traditionnels, les Franciliens comme les Français, de toute catégorie sociale et de toute sensibilité politique, doutent de leur avenir collectif. Une question centrale émerge en effet : comment désormais fabriquer du lien social ? Comment définir le minimum de valeurs et de normes communes, la frontière entre ce qui relève d'une adhésion collective et ce qui est strictement individuel ?

L'enjeu est rien moins que de réarticuler les logiques individuelles et collectives. La région Ile-de-France semble un bon laboratoire pour relever ce défi.

NOS DERNIÈRES PUBLICATIONS

Sortir d'une grève étudiante : le cas du Québec

Jean-Patrick Brady et Stéphane Paquin, octobre 2013, 40 pages

Un contrat de travail unique avec indemnités de départ intégrées

Charles Beigbeder, juillet 2013, 8 pages

L'Opinion européenne en 2013

Fondation pour l'innovation politique, juillet 2013, 268 pages

La nouvelle vague des émergents : Bangladesh, Éthiopie, Nigeria, Indonésie, Vietnam, Mexique

Laurence Daziano, juillet 2013, 40 pages

Transition énergétique européenne : bonnes intentions et mauvais calculs

Albert Bressand, juillet 2013, 44 pages

La démobilité : travailler, vivre autrement

Julien Damon, juin 2013, 44 pages

LE KAPITAL. Pour rebâtir l'industrie

Christian Saint-Étienne et Robin Rivaton, avril 2013, 42 pages

Code éthique de la vie politique et des responsables publics en France

Les Arvernes, Fondation pour l'innovation politique, avril 2013, 12 pages

Les classes moyennes dans les pays émergents

Julien Damon, avril 2013, 38 pages

Innovation politique 2013

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2013, 652 pages

Relancer notre industrie par les robots (1) : les enjeux

Robin Rivaton, décembre 2012, 40 pages

Relancer notre industrie par les robots (2) : les stratégies

Robin Rivaton, décembre 2012, 32 pages

La compétitivité passe aussi par la fiscalité

Aldo Cardoso, Michel Didier, Bertrand Jacquillat, Dominique Reynié, Grégoire Sentilhes, décembre 2012, 20 pages

Une autre politique monétaire pour résoudre la crise

Nicolas Goetzmann, décembre 2012, 40 pages

La nouvelle politique fiscale rend-elle l'ISF inconstitutionnel ?

Aldo Cardoso, novembre 2012, 12 pages

Fiscalité : pourquoi et comment un pays sans riches est un pays pauvre...

Bertrand Jacquillat, octobre 2012, 32 pages

Youth and Sustainable Development

Fondapol/Nomadéis/United Nations, juin 2012, 80 pages

La philanthropie. Des entrepreneurs de solidarité

Francis Charhon, mai / juin 2012, 44 pages

Les chiffres de la pauvreté : le sens de la mesure

Julien Damon, mai 2012, 40 pages

Libérer le financement de l'économie

Robin Rivaton, avril 2012, 40 pages

L'épargne au service du logement social

Julie Merle, avril 2012, 40 pages

L'Opinion européenne en 2012

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2012, 210 pages

Valeurs partagées

Dominique Reynié (dir.), PUF, mars 2012, 362 pages

Les droites en Europe

Dominique Reynié (dir.), PUF, février 2012, 552 pages

Innovation politique 2012

Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2012, 648 pages

L'école de la liberté : initiative, autonomie et responsabilité

Charles Feuillerade, janvier 2012, 36 pages

Politique énergétique française (2) : les stratégies

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 44 pages

Politique énergétique française (1) : les enjeux

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 48 pages

Révolution des valeurs et mondialisation

Luc Ferry, janvier 2012, 40 pages

Quel avenir pour la social-démocratie en Europe ?

Sir Stuart Bell, décembre 2011, 36 pages

La régulation professionnelle : des règles non étatiques pour mieux responsabiliser

Jean-Pierre Teyssier, décembre 2011, 36 pages

L'hospitalité : une éthique du soin

Emmanuel Hirsch, décembre 2011, 32 pages

12 idées pour 2012

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2011, 110 pages

Les classes moyennes et le logement

Julien Damon, décembre 2011, 40 pages

Réformer la santé : trois propositions

Nicolas Bouzou, novembre 2011, 32 pages

Le nouveau Parlement : la révision du 23 juillet 2008

Jean-Félix de Bujadoux, novembre 2011, 40 pages

La responsabilité

Alain-Gérard Slama, novembre 2011, 32 pages

Le vote des classes moyennes

Élisabeth Dupoirier, novembre 2011, 40 pages

La compétitivité par la qualité

Emmanuel Combe et Jean-Louis Mucchielli, octobre 2011, 32 pages

Les classes moyennes et le crédit

Nicolas Pécourt, octobre 2011, 32 pages

Portrait des classes moyennes

Laure Bonneval, Jérôme Fourquet, Fabienne Gomant, octobre 2011, 36 pages

Morale, éthique, déontologie

Michel Maffesoli, octobre 2011, 40 pages

Sortir du communisme, changer d'époque

Stéphane Courtois (dir.), PUF, octobre 2011, 672 pages

La jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2011, 132 pages

Pouvoir d'achat : une politique

Emmanuel Combe, septembre 2011, 52 pages

La liberté religieuse

Henri Madelin, septembre 2011, 36 pages

Réduire notre dette publique

Jean-Marc Daniel, septembre 2011, 40 pages

Écologie et libéralisme

Corine Pelluchon, août 2011, 40 pages

Valoriser les monuments historiques : de nouvelles stratégies

Wladimir Mitrofanoff et Christiane Schmuckle-Mollard, juillet 2011, 28 pages

Contester les technosciences : leurs raisons

Eddy Fougier, juillet 2011, 40 pages

Contester les technosciences : leurs réseaux

Sylvain Boulouque, juillet 2011, 36 pages

La fraternité

Paul Thibaud, juin 2011, 36 pages

La transformation numérique au service de la croissance

Jean-Pierre Corniou, juin 2011, 52 pages

L'engagement

Dominique Schnapper, juin 2011, 32 pages

Liberté, Égalité, Fraternité

André Glucksmann, mai 2011, 36 pages

Quelle industrie pour la défense française ?

Guillaume Lagane, mai 2011, 26 pages

La religion dans les affaires : la responsabilité sociale de l'entreprise

Aurélien Acquier, Jean-Pascal Gond, Jacques Igalens, mai 2011, 44 pages

La religion dans les affaires : la finance islamique

Lila Guermas-Sayegh, mai 2011, 36 pages

Où en est la droite ? L'Allemagne

Patrick Moreau, avril 2011, 56 pages

Où en est la droite ? La Slovaquie

Étienne Boisserie, avril 2011, 40 pages

Qui détient la dette publique ?

Guillaume Leroy, avril 2011, 36 pages

Le principe de précaution dans le monde

Nicolas de Sadeleer, mars 2011, 36 pages

Comprendre le Tea Party

Henri Hude, mars 2011, 40 pages

Où en est la droite ? Les Pays-Bas

Niek Pas, mars 2011, 36 pages

Productivité agricole et qualité des eaux

Gérard Morice, mars 2011, 44 pages

L'Eau : du volume à la valeur

Jean-Louis Chaussade, mars 2011, 32 pages

Eau : comment traiter les micropolluants ?

Philippe Hartemann, mars 2011, 38 pages

Eau : défis mondiaux, perspectives françaises

Gérard Payen, mars 2011, 62 pages

L'irrigation pour une agriculture durable

Jean-Paul Renoux, mars 2011, 42 pages

Gestion de l'eau : vers de nouveaux modèles

Antoine Frérot, mars 2011, 32 pages

Où en est la droite ? L'Autriche

Patrick Moreau, février 2011, 42 pages

La participation au service de l'emploi et du pouvoir d'achat

Jacques Perche et Antoine Pertinax, février 2011, 32 pages

Le tandem franco-allemand face à la crise de l'euro

Wolfgang Glomb, février 2011, 38 pages

2011, la jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), janvier 2011, 88 pages

L'Opinion européenne en 2011

Dominique Reynié (dir.), Édition Lignes de repères, janvier 2011, 254 pages

Administration 2.0

Thierry Weibel, janvier 2011, 48 pages

Où en est la droite ? La Bulgarie

Antony Todorov, décembre 2010, 32 pages

Le retour du tirage au sort en politique

Gil Delannoi, décembre 2010, 38 pages

La compétence morale du peuple

Raymond Boudon, novembre 2010, 30 pages

L'Académie au pays du capital

Bernard Belloc et Pierre-François Mourier, PUF, novembre 2010, 222 pages

Pour une nouvelle politique agricole commune

Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages

Sécurité alimentaire : un enjeu global

Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages

Les vertus cachées du low cost aérien

Emmanuel Combe, novembre 2010, 40 pages

Innovation politique 2011

Dominique Reynié (dir.), PUF, novembre 2010, 676 pages

Défense : surmonter l'impasse budgétaire

Guillaume Lagane, octobre 2010, 34 pages

Où en est la droite ? L'Espagne

Joan Marcet, octobre 2010, 34 pages

Les vertus de la concurrence

David Sraer, septembre 2010, 44 pages

Internet, politique et coproduction citoyenne

Robin Berjon, septembre 2010, 32 pages

Où en est la droite ? La Pologne

Dominika Tomaszewska-Mortimer, août 2010, 42 pages

Où en est la droite ? La Suède et le Danemark

Jacob Christensen, juillet 2010, 44 pages

Quel policier dans notre société ?

Mathieu Zagrodzki, juillet 2010, 28 pages

Où en est la droite ? L'Italie

Sofia Ventura, juillet 2010, 36 pages

Crise bancaire, dette publique : une vue allemande

Wolfgang Glomb, juillet 2010, 28 pages

Dette publique, inquiétude publique

Jérôme Fourquet, juin 2010, 32 pages

Une régulation bancaire pour une croissance durable

Nathalie Janson, juin 2010, 36 pages

Quatre propositions pour rénover notre modèle agricole

Pascal Perri, mai 2010, 32 pages

Régionales 2010 : que sont les électeurs devenus ?

Pascal Perrineau, mai 2010, 56 pages

L'Opinion européenne en 2010

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de repères, mai 2010, 245 pages

Pays-Bas : la tentation populiste

Christophe de Voogd, mai 2010, 43 pages

Quatre idées pour renforcer le pouvoir d'achat

Pascal Perri, avril 2010, 30 pages

Où en est la droite ? La Grande-Bretagne

David Hanley, avril 2010, 34 pages

Renforcer le rôle économique des régions

Nicolas Bouzou, mars 2010, 30 pages

Réduire la dette grâce à la Constitution

Jacques Delpla, février 2010, 54 pages

Stratégie pour une réduction de la dette publique française

Nicolas Bouzou, février 2010, 30 pages

Où va l'Église catholique ? D'une querelle du libéralisme à l'autre

Émile Perreau-Saussine, octobre 2009, 26 pages

Élections européennes 2009 : analyse des résultats en Europe et en France
Corinne Deloy, Dominique Reynié et Pascal Perrineau, septembre 2009, 32 pages

Retour sur l'alliance soviéto-nazie, 70 ans après
Stéphane Courtois, juillet 2009, 16 pages

L'État administratif et le libéralisme. Une histoire française
Lucien Jaume, juin 2009, 12 pages

**La politique européenne de développement :
Une réponse à la crise de la mondialisation ?**
Jean-Michel Debrat, juin 2009, 12 pages

**La protestation contre la réforme du statut des enseignants-chercheurs :
défense du statut, illustration du statu quo.**
Suivi d'une discussion entre l'auteur et Bruno Bensasson
David Bonneau, mai 2009, 20 pages

La lutte contre les discriminations liées à l'âge en matière d'emploi
Élise Muir (dir.), mai 2009, 64 pages

Quatre propositions pour que l'Europe ne tombe pas dans le protectionnisme
Nicolas Bouzou, mars 2009, 12 pages

**Après le 29 janvier : la fonction publique contre la société civile ? Une question de
justice sociale et un problème démocratique**
Dominique Reynié, mars 2009, 22 pages

L'Opinion européenne en 2009
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de repères, mars 2009, 237 pages

Travailler le dimanche: qu'en pensent ceux qui travaillent le dimanche ?
Sondage, analyse, éléments pour le débat
Dominique Reynié, janvier 2009, 18 pages

Retrouvez notre actualité et nos publications sur www.fondapol.org

SOUTENEZ LA FONDAPOL

Pour renforcer son indépendance et conduire sa mission d'utilité publique, la Fondation pour l'innovation politique, institution de la société civile, a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Ils sont invités à participer chaque année à la convention générale qui définit ses orientations. La Fondapol les convie régulièrement à rencontrer ses équipes et ses conseillers, à discuter en avant première de ses travaux, à participer à ses manifestations.

Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondapol peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.

Vous êtes une entreprise, un organisme, une association

Avantage fiscal : votre entreprise bénéficie d'une réduction d'impôt de 60 % à imputer directement sur l'IS (ou le cas échéant sur l'IR), dans la limite de 5 % du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans).

Dans le cas d'un don de 20 000 €, vous pourrez déduire 12 000 € d'impôt, votre contribution aura réellement coûté 8 000 € à votre entreprise.

Vous êtes un particulier

Avantages fiscaux : au titre de l'IR, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 66 % de vos versements, dans la limite de 20 % du revenu imposable (report possible durant 5 ans); au titre de l'ISF, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt, dans la limite de 50 000 €, de 75 % de vos dons versés.

Dans le cas d'un don de 1 000 €, vous pourrez déduire 660 € de votre IR ou 750 € de votre ISF. Pour un don de 5 000 €, vous pourrez déduire 3 300 € de votre IR ou 3 750 € de votre ISF.

Contact : Anne Flambert +33 (0)1 47 53 67 09 anne.flambert@fondapol.org

Un think tank libéral, progressiste et européen

La Fondation pour l'innovation politique offre un espace indépendant d'expertise, de réflexion et d'échange tourné vers la production et la diffusion d'idées et de propositions. Elle contribue au pluralisme de la pensée et au renouvellement du débat public dans une perspective libérale, progressiste et européenne. Dans ses travaux, la Fondation privilégie quatre enjeux : la croissance économique, l'écologie, les valeurs et le numérique.

Le site www.fondapol.org met à la disposition du public la totalité de ses travaux ainsi qu'une importante veille dédiée aux effets de la révolution numérique sur les pratiques politiques (Politique 2.0).

La Fondation pour l'innovation politique est reconnue d'utilité publique. Elle est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées. Le soutien des entreprises et des particuliers est essentiel au développement de ses activités.

La Fondation
pour l'innovation politique

11, rue de Grenelle
75007 Paris – France
Tél. : 33 (0)1 47 53 67 00
contact@fondapol.org

Les blogs de la Fondation :



ISBN : 978 2 36408 045 4

3 €